

Se réappropriier l'Education populaire !

Depuis quelques temps déjà, certains acteurs de l'Education populaire ont engagé un travail de réappropriation face à la gangrène de la professionnalisation et de l'institutionnalisation. Professionnalisation qui peu à peu détruit les réseaux militants et bénévoles et la prise en charge par les acteurs eux-mêmes de leurs activités de loisir et de culture. Professionnalisation qui entraîne dans son sillage des règles toujours plus contraignantes qui a leur tour « légitiment » la professionnalisation, règles de plus en plus astreignantes qui justifient le recours aux professionnels. Il existe donc un cercle vicieux de la professionnalisation. Elle renforce une tendance mortifère des sociétés contemporaines à la délégation, il est en effet plus facile de se « payer » des professionnels que d'agir collectivement afin d'autogérer une structure associative. Plus facile mais seulement pour ceux et celles qui ont les moyens. A terme, la professionnalisation rendra difficilement accessible aux moins aisés les activités d'Educ pop comme le démontre chaque jour les coûts exorbitants des colonies de vacances. Colonies qui autrefois étaient un lieu de socialisation et de jeux non marchands pour les jeunes et qui *de facto* sont devenues des espaces de surconsommation de loisirs coûteux, à l'exception toutefois de quelques communes encore attachées à la dimension éducative de ces regroupements. Délégation du pouvoir d'agir à des salariés qualifiés qui sont très souvent mal traités, sous prétexte d'un vague engagement « militant » dans la structure et de chantages renouvelés. En effet, hormis quelques avancées règlementaires récentes sur les conditions de travail dans certains secteurs, qui augmentent d'ailleurs encore les frais de fonctionnement, la règle est le plus souvent celle des bas salaires, des contrats aidés, de la précarité, avec peu ou pas d'évolution de carrière et cela que les employeurs soient de gauche ou de droite...

Institutionnalisation qui tend à faire de l'Education populaire le bras armé des collectivités territoriales de tous niveaux, d'en faire une fonction serve à la botte des politiques et de leurs projets toujours peu ou prou légitimés par des logiques électoralistes et/ou récupératrices... Autrefois les structures d'Education populaire auto-portaient leurs valeurs et en fonction de celles-ci déployaient leurs activités et dans la mesure du possible tendaient à l'autosuffisance. Puis ce fut le temps des subventions sous conditions de satisfaire aux exigences des élus, dictat encore renforcé par la logique de projet. En effet, depuis quelques années, ce ne sont plus les associations qui proposent mais les politiques qui imposent leur ligne éducative au travers d'appels à projet bien ficelés qui ne permettent pas, le plus souvent, de développer des activités en lien avec les valeurs de la structure. Il s'agit donc de faire ce qui est demandé, rien de plus. Appels à projet qui ont pour conséquences de mettre en place un système libéral de concurrence entre les associations, d'attirer des opérateurs privés non associatifs et de renforcer encore la précarité des salariés du secteur. Heureusement des contre exemples existent même dans le foot où le libéralisme a tué la plupart des initiatives « militantes » (1) ou encore avec le renouveau des Universités populaires, des festivals de bobines rebelles et de nombreuses autres initiatives portées par des réseaux militants qui refusent les logiques de projets ou de subventions sous condition. Refus qui apparaît comme une garantie de la liberté d'action et d'autogestion des structures.

Il convient donc de se réapproprier cet outil qu'est l'Education populaire afin de lui redonner sa puissance libératrice en respectant quelques principes de base : gratuité, solidarité, partage, action collective, esprit critique et éducation volontaire...

Comme les anarchistes le préconisaient déjà au 19^e siècle, il est impératif pour construire une société autogérée de se doter d'outil autogéré, ce qui fut vrai en matière de pédagogie libertaire et d'écoles, l'est aussi pour l'Education populaire dont le renouveau s'impose.

(1) Voir à ce sujet l'article de Laurent Garrincha, « Jeunes : faire vivre le jeu contre les enjeux du foot-business » in *Eloges de la passe*, Editions libertaires, 2012